

ANDRÉ PASSERON

## *Le parti d'un homme*

La prise de pouvoir de M. Jacques Chirac à la tête du mouvement gaulliste est formellement établie : c'est le 5 décembre 1976 que le député UDR de la 3<sup>e</sup> circonscription de la Corrèze est devenu président du Rassemblement pour la République qu'il avait fondé ce même jour à l'issue d'un vaste meeting à la porte de Versailles.

Mais l'irrésistible ascension de M. Chirac avait en réalité commencé bien avant, et plus précisément à la mort de Georges Pompidou, le 2 avril 1974. En devenant le premier Premier ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Jacques Chirac n'apportait en réalité au nouveau Président que le soutien d'un Parti gaulliste en bien piètre état. Sans doute « l'opération des 43 » avait-elle permis d'entraîner la plus grande partie des sympathisants de l'UDR dans un soutien sans enthousiasme au ministre des finances pendant la campagne présidentielle. Mais cela avait été dénoncé par d'autres comme un lâchage du candidat officiel de l'UDR du premier tour, et gaulliste authentique, M. Jacques Chaban-Delmas et même été jugé par certains comme une trahison. Le mot a été prononcé et il sera plus tard répété à chaque décision quelque peu inattendue de M. Chirac. Le parti déjà fortement ébranlé par la mort du général de Gaulle puis par celle de Georges Pompidou avait perdu de sa substance. La victoire de M. Giscard d'Estaing bien qu'obtenue grâce à eux n'était pas celle des gaullistes. Et même l'élimination de M. Mitterrand n'était pour beaucoup d'entre eux qu'une piètre consolation.

Le mouvement vivait-il son agonie ? Allait-il sombrer, éclater, se fondre dans la nébuleuse libérale et centriste dont le chef occupait désormais le pouvoir suprême ?

M. Jacques Chirac n'avait pas pris tant de risques ni dépensé tant d'énergie depuis le 2 avril et même avant pour se satisfaire du fauteuil par nature éphémère de Premier ministre. Il n'avait pas franchi le Rubicon pour y pêcher à la ligne selon la formule employée en d'autres circonstances par Georges Bidault.

Très vite le chef du gouvernement s'est rendu compte que son poids politique ne pourrait se mesurer qu'à celui des troupes qu'il entraînerait et qu'au nombre des parlementaires UDR qu'il contrôlerait. Jouant sans restriction la loyauté envers le chef de l'Etat, il n'a cependant pas voulu en être dupe. Mais lui fallait-il encore disposer d'un parti cohérent, uni et assez puissant. *Je ne vous ai pas apporté l'UDR sur un plateau pour que vous lui tordiez le cou*, aurait-il même dit un jour au Président de la République. L'UDR devait donc devenir sa chose. Pour mettre un terme aux tergiversations qui s'éternisaient depuis le printemps, M. Jacques Chirac décide de passer à l'action en décembre 1974. Il force la main des « barons » hésitants en se présentant lui-même au poste de secrétaire général de l'UDR. Coup de main, coup de force ou coup de dés, cette charge à la husarde illustrera, au moins jusqu'en 1979, bien des attitudes du député de la Corrèze et pourra aux yeux de certains nuire à son image. Mais ce comportement révélera aussi ses méthodes et sa tactique. Pour partie gaullienne, pour partie napoléonienne : une minutieuse réflexion, une concertation avec quelques conseillers de confiance entourée du secret le plus absolu, la mise à l'épreuve du projet auprès de quelques rares amis sûrs et enfin l'éclatement en plein jour de la décision. L'effet de surprise est dans ces conditions garanti. Si le succès, comme on le verra parfois plus tard, n'est pas toujours assuré.

Cette fois-ci il l'est et voilà le Premier ministre chef du parti qui possède le groupe parlementaire le plus nombreux de la coalition majoritaire. S'il n'a pas, loin de là, convaincu tous les élus gaullistes ni tous les caciques du mouvement, il peut néanmoins s'appuyer sur les fédérations et sur les responsables de l'appareil. Les uns, comme René Tomasini, ancien secrétaire général devenu secrétaire d'Etat lui sont sincèrement tout dévoués, les autres, comme Alexandre Sanguinetti, secrétaire général en titre, se laissent convaincre.

Mais le nouveau secrétaire général doit surtout exercer sa vigilance à l'égard de ses propres alliés. Giscardiens et centristes s'inquiètent en effet du dynamisme du Premier ministre et ils voudraient surtout que l'influence politique de son mouvement diminue. Mais le comportement de MM. Poniatowski et Lecanuet a en définitive atteint le but opposé à celui qu'ils visaient. Voulant réduire l'UDR ils l'ont renforcée. La brutalité et la maladresse de leurs attaques n'ont eu pour effet

que de faire apparaître M. Chirac comme le seul défenseur de la famille gaulliste et de resserrer tous les membres de celle-ci — ou presque — autour de ce chef pourtant bien néophyte. Il est vrai que centristes et giscardiens n'ont jamais été sensibles à ce que l'on pourrait appeler « l'âme gaulliste » ni compris ni prévu les mouvements de celle-ci. Le grand rassemblement « libéral centriste et européen » rêvé par les deux ministres d'Etat a été tout naturellement ressenti par les gaullistes comme une machine de guerre dirigée contre eux. M. Chirac lui-même en acquiert d'autant plus la conviction qu'il constate que M. Giscard d'Estaing ne veut pas rappeler à l'ordre ses ministres lorsqu'ils commettent des écarts au regard de la solidarité majoritaire ou des entorses au code de bonne conduite politique. Le Premier ministre accepte cependant en mai 1975 d'abandonner à la demande du chef de l'Etat les fonctions de secrétaire général de l'UDR. Il est vrai qu'il a déjà l'appareil bien en main et qu'il fait élire à ce poste un homme qui lui sera tout dévoué, M. André Bord. Ainsi par personne interposée, M. Chirac continue de diriger son parti.

Aussi lorsqu'en août 1976 il donne sa démission de sa charge de Premier ministre M. Chirac trouve-t-il naturellement une « structure d'accueil » soigneusement préparée pour le recevoir. M. Yves Guéna, alors secrétaire général et qui se situe à mi-chemin des « barons » et des « chiraquiens », se montre loyal envers M. Chirac lorsque celui-ci commence à dévoiler ses intentions. En effet le 3 octobre à Egletons, petite ville de sa circonscription de Corrèze, M. Jacques Chirac lance un appel à la constitution d'un « vaste mouvement populaire ».

Cette annonce qui se concrétisera le 5 décembre 1976 par la création du RPR a été préparée selon les normes « chiraquiennes ». Avec ses anciens collaborateurs de l'Hôtel Matignon, notamment MM. Pierre Juillet, René Tomasini, Charles Pasqua et Mme Marie-France Garaud il avait publié le 16 septembre un « appel au rassemblement et au renouveau » destiné aux seuls membres de l'UDR. Ce message avait notamment pour objet de faire réfléchir les parlementaires les plus réticents, c'est-à-dire essentiellement les partisans de M. Jacques Chaban-Delmas. La plupart de ceux-ci prennent conscience des menaces que les « giscardiens » font peser sur la cohésion de l'UDR. Ils mesurent qu'avec le problème des investitures pour les élections législatives de 1978 le pouvoir va tenter de diviser les gaullistes pour les affaiblir définitivement à l'occasion de ce scrutin. En tentant puis en réussissant à rassembler les gaullistes M. Chirac espère alors inverser le rapport de forces. Dès lors les « giscardiens » ne pourraient plus disposer de l'UDR à leur guise ; ils devraient en revanche compter avec elle, voire sur elle pour sauver la majorité. Le discours

d'Egletons éclaire les intentions de M. Chirac autant qu'il constitue une conclusion de ses réflexions. La fréquentation des vieux gaullistes l'a convaincu que ceux-ci n'étaient plus capables d'initiatives et que leur force de caractère s'était émoussée. Les héritiers de de Gaulle avaient en effet trop tendance à s'installer dans la contemplation de leurs idoles fanées et dans le culte de leur dieu mort. M. Chirac décide donc d'utiliser une méthode quelque peu gaullienne, le rassemblement autour de sa personne, avec un objectif ambitieux puisqu'il s'adresse à tous les Français. Il veut en réalité conjuguer un libéralisme contrôlé avec un progressisme tempéré. Il veut tenter l'alliance des principes de l'autorité de l'Etat, du prestige de la Nation et de l'ordre avec ceux du mouvement, de la générosité et d'un certain progressisme. Pour la première et aussi pour la dernière fois il utilise le terme de « Travailisme à la française » pensant qu'il peut ainsi séduire des socialistes que rebuterait une alliance trop étroite avec les « révolutionnaires marxistes », les « collectivistes » comme de Gaulle appelait déjà les communistes. Il va même jusqu'à proposer un impôt sur le capital, et, selon la tradition gaullienne la participation des travailleurs à la propriété des entreprises. Il devra cependant abandonner rapidement des tendances aussi... gauchistes devant les réticences d'une partie de son entourage et de ses soutiens extérieurs.

Les partisans de M. Chirac au sein de l'appareil du mouvement « travaillent » les fédérations départementales qui toutes approuvent son appel « au rassemblement et au renouveau ». Un sondage effectué auprès des militants enregistre 88,9 % d'opinions favorables et 62,2 % souhaitent même un changement de sigle et de structures. Ils seront vite entendus.

Ces projets suscitent cependant quelques désaccords. Le front progressiste qui rassemble quelques gaullistes de gauche autour de M. Debû-Bridel ancien sénateur RPF s'insurge. Mais ses membres avaient déjà pris leurs distances en 1970 à l'égard de Georges Pompidou accusé par l'un d'eux, Louis Vallon, d'être un « anti-de Gaulle ». Leur influence est négligeable à l'UDR qui accueille en revanche d'autres personnalités du gaullisme de gauche.

Les réticences s'estompent ou se transformeront peu à peu en bouderies bougonnes. Seul M. Chaban-Delmas ne pardonnera jamais à M. Chirac le « coup » de 1974 et il se cantonnera dans un silence réprobateur.

Parmi les alliés de l'UDR l'inquiétude apparaît et M. Poniatowski dès le 15 novembre indique que le chef de l'Etat envisage un regroupement des partis de la majorité autres que l'UDR qui serait animé par le Premier ministre, M. Raymond Barre. C'est donc là que naît l'esquisse de la future UDF.

Mais pour M. Chirac la voie est libre. Une commission des statuts de l'UDR, où les amis de l'ancien Premier ministre mènent les travaux, prépare les structures du nouveau parti. Le titre, le sigle, le symbole sont vite trouvés. Le nouveau RPR reflétera dans ses structures celles de la V<sup>e</sup> République, à la fois présidentielle et parlementaire d'apparence. Mais le RPR sera en fait plus présidentiel que parlementaire dans la pratique de sa « Constitution » interne. Le président élu au suffrage universel des militants réunis en assises tous les deux ans nommera son secrétaire général, véritable chef du gouvernement du mouvement responsable devant un Comité central assez large. En revanche, le président ne sera assisté que d'un conseil politique dont il nommera au moins la moitié des membres.

Pour donner au nouveau parti des habits plus neufs encore M. Chirac souhaitait y faire entrer des personnalités non gaullistes. Il n'a pas eu un grand succès dans cette démarche et il préfère alors s'adresser directement à l'électorat populaire. Là les adhésions se multiplieront. C'est dans ce but que le manifeste du futur RPR insiste tant sur les notions de progrès, de justice sociale, de participation à côté de celles de liberté, d'initiative, de responsabilité et bien sûr d'autorité de l'Etat, d'indépendance nationale et de respect des institutions de la V<sup>e</sup> République. Dans l'avenir et selon les circonstances M. Chirac pourra toujours mettre davantage l'accent sur l'un de ces concepts et affirmer ainsi sa fidélité à une doctrine approuvée par les adhérents de son mouvement. Et le 5 décembre au parc des expositions de la porte de Versailles, la cérémonie de baptême du Rassemblement pour la République prend la forme d'une de ces grand-messes par lesquelles les gaullistes tout au long de leur histoire ont affirmé leur cohésion, leur sentiment de puissance populaire et ce qu'ils appellent leur « compagnonnage ».

Applaudi à 97 reprises par quelque 60 000 participants M. Chirac y fustige tour à tour les « tenants du totalitarisme » et les « coalisés du programme commun » ainsi que « l'idéologie perverse du fascisme » pour mieux tracer sa troisième voie.

Ainsi après avoir été le poulain choyé de Georges Pompidou, puis le Premier ministre « actif et loyal » de M. Giscard d'Estaing, le jeune député de la Corrèze acquiert donc à 44 ans son émancipation politique.

Aussitôt dans le néo-gaullisme les choses changent. Le RPR s'installe au 35<sup>e</sup> étage de la Tour Montparnasse, M. Jérôme Monod, lui aussi ancien élève de l'ENA et conseiller référendaire à la Cour des comptes qui était le directeur de son cabinet à l'Hôtel Matignon, est nommé par M. Chirac secrétaire général du mouvement, afin

d'avoir auprès de lui un homme compétent, dévoué et de confiance mais aussi sans liens avec le passé du gaullisme.

Auprès de celui-ci constituant le gouvernement du RPR une équipe restreinte de personnalités ayant l'habitude de travailler ensemble est nommée. On y relève les noms de Mme Anne-Marie Dupuy, ancien directeur de cabinet de Georges Pompidou, et Charles Pasqua, sénateur des Hauts-de-Seine comme secrétaires généraux adjoints et ceux de MM. Jean de Lipkowski, Alain Juppé et Jean Tibéri, comme délégués nationaux. Tous resteront plus tard des proches du président du RPR.

Il y a aussi, sans titres, mais jouant toujours un rôle d'actifs conseillers, M. Juillet et Mme Garaud.

Le président du RPR, pour qui l'échéance principale est constituée par les élections législatives de 1978, est cependant vite confronté aux rivalités entre UDF et RPR pour la désignation des candidats aux municipales prévues pour mars 1977. M. Giscard d'Estaing commet l'erreur de désigner lui-même M. Michel d'Ornano comme candidat de la majorité dans la capitale, ce qui est considéré par les gaullistes, pour qui Paris est un fief, comme une provocation.

Et le 20 janvier 1977 à la surprise générale le président du RPR annonce sa candidature pour, dit-il, *faire en sorte que la capitale de la France ne coure pas le risque de tomber entre les mains de socialo-communistes*. M. Debré réagit en assurant *M. Chirac sera maire de Paris*, avec la même certitude que M. Giscard d'Estaing confiait *jamais Chirac ne sera maire de Paris* et que M. Barre craint qu'il divise la majorité et n'obtienne des *résultats contraires à ceux qu'il entend poursuivre*. Cette décision de l'ancien Premier ministre illustre bien, une fois de plus, sa manière. Il avait peu à peu pris la mesure de l'enjeu en voyant les alliés de la majorité se déchirer. Leurs divisions un an avant les législatives ne pouvaient que faciliter la tâche de l'opposition et favoriser l'entente des socialistes et des communistes. Il fallait donc déclencher un tir de barrage préventif. Il échange ces réflexions avec ses plus proches conseillers et quelques amis. Et c'est à la fin d'une de ces discussions sans solution qu'un des participants, journaliste de profession, lançait presque sous forme de boutade : *Et pourquoi n'iriez vous pas vous-même ?*, pour s'entendre répondre : *Et pourquoi pas ?* L'idée a alors rapidement mûri. L'objectif de M. Chirac est naturellement de faire gagner la majorité mais il est, plus encore, d'assurer dans cette coalition la victoire du RPR, c'est-à-dire son accession au fauteuil de maire de la capitale. Durant toute sa campagne il se bat donc en réalité sur deux fronts : contre la gauche qu'il faut vaincre, contre les « giscardiens » qu'il faut dis-

tancer. Il se trouve ainsi contraint de durcir ses critiques envers ses propres alliés afin de se différencier d'eux aux yeux du corps électoral. Un combat qu'il ne cessera de mener pendant des années encore.

Dès lors l'activité politique de M. Chirac s'intensifie. Le député de la Corrèze doit mener de pair ses fonctions de président du RPR et son mandat de maire de Paris. Mais il doit surtout intervenir lui-même tant la personnalisation du pouvoir instaurée par de Gaulle pour les affaires de l'Etat a pénétré tous les organismes politiques et, bien sûr, les partis eux-mêmes. Pour répondre à cette attente de l'opinion, M. Chirac doit donc s'en remettre de la marche administrative de la ville et du RPR sur des équipes de collaborateurs. Il peut le faire d'autant plus aisément qu'il ne redoute aucune contestation interne ni à la municipalité parisienne où sa majorité est bien encadrée ni dans son parti où n'existe aucun dauphin.

Il peut donc aller dans un tourbillon incessant de village en village, de meeting en meeting, il peut parcourir tous les départements métropolitains et d'outre-mer, prononcer plusieurs discours par jour. C'est que les campagnes électorales succèdent aux campagnes électorales. Sitôt les municipales de mars 1977 terminées, il prépare les législatives de mars suivant pour se lancer ensuite dans les élections européennes de mai 1979 et entamer sans tarder l'élection présidentielle de 1981 qui sera bien vite suivie par les élections cantonales de 1982 et les municipales de 1983. Cette course d'obstacles ininterrompue ne donne évidemment pas le temps de souffler. Les collaborateurs de M. Chirac prennent donc de plus en plus d'importance et certains se laissent aller à gérer en ses lieu et place. Des susceptibilités se froissent, des rivalités naissent, des conflits même éclatent. L'influence excessive prise par la « bande des quatre », Mme Garaud et MM. Juillet, Pasqua et Guéna est dénoncée non seulement par les adversaires de M. Chirac, mais aussi par d'autres conseillers qui se jugent négligés et par d'autres enfin qui veulent avertir le président du RPR du danger qu'il court à paraître ainsi placé « sous influence ».

Au soir même des élections européennes, M. Chirac se sépare donc de Mme Garaud et de M. Juillet alors que M. Guéna s'est éloigné peu de temps auparavant et que M. Pasqua jouera un rôle plus discret tout en demeurant aussi fidèle au président de son parti. En réalité la coupe avait débordé en décembre 1978, lorsque de son lit de l'hôpital Cochin à la suite d'un accident de la route, M. Chirac avait lancé un appel pour les élections européennes en dénonçant « le parti de l'étranger ». L'outrance de cette accusation visant manifestement les partisans de M. Giscard d'Estaing n'avait pas manqué d'être attribuée à l'entourage du chef du RPR.

C'est donc à partir du printemps 1979 que M. Chirac, se défiant des conseillers officieux, a toujours veillé à ce qu'ils n'acquièrent pas trop de pouvoir sur lui. Il a, dès lors, diversifié davantage les « consultants » qui l'entourent, multiplié leur nombre et s'est astreint à faire lui-même la synthèse de leurs avis.

Enfin le président du RPR qui a pu, à chaque réunion des instances de son mouvement — Comité central tous les deux mois et Congrès tous les deux ans — vérifier qu'il était toujours en adéquation politique avec la base militante, n'a pas eu à affronter de grave crise interne. Les adhérents du RPR ne sont pas sollicités par des courants divergents et les débats doctrinaux, s'ils se déroulent parfois dans les sections locales, n'ont pas de répercussions au sommet. C'est pourquoi les instances nationales offrent toujours le spectacle d'une unanimité autour du chef.

André PASSERON. — **One man's party.**

Since 1974, J. Chirac has set himself up as a rival to the UDR and has managed to transform the ailing gaullist movement into a party strongly marked with his personality. He has been helped in this task by the clumsiness of his rivals among the supporters of Giscard d'Estaing. There now no longer exist factions or close advisers capable of limiting the power of the leader over his party.

RÉSUMÉ. — *Parti à l'assaut de l'UDR dès 1974, J. Chirac a su transformer le mouvement gaulliste déclinant en un rassemblement autour de sa personne, aidé dans cette tâche par les maladresses de ses concurrents giscardiens. Aujourd'hui, il n'existe plus de tendances ni de conseillers susceptibles de limiter le pouvoir du chef sur son parti.*